

Pages de gauche

MENSUEL D'OPINIONS SOCIALISTES INDÉPENDANT

ÉDITORIAL

Commémorations

Presque tout le monde l'a très logiquement oublié, mais l'année 2015 correspond en Suisse à un triple anniversaire centennal: le bicentenaire du Pacte fédéral de 1815, les 500 ans de la bataille de Marignan et les 700 ans de celle de Morgarten. De quoi réjouir les quelques féru-e-s d'histoire nationaliste, et de quoi amuser les autres, fort heureusement plus nombreuses-eux.

Laissons-nous aller à quelques suggestions sur l'organisation des festivités. La bataille de Morgarten ayant été considérée jusqu'à la fin du XIX^e siècle comme l'acte de naissance de la Suisse (avant qu'on invente le 1^{er} août pour fabriquer de toutes pièces un 600^e anniversaire de la Confédération), nous proposons de déplacer la fête nationale au 15 novembre, jour de la bataille, ce qui nous donnera une nouvelle occasion de fêter un 700^e anniversaire de la Confédération (le dernier ayant été un peu raté).

Pour nous rappeler au bon souvenir du commandement militaire légèrement chaotique des troupes suisses à Marignan, nous proposons de rétablir cette année l'élection des officiers parmi les soldats et la réunion en AG chaque matin pour décider du programme du jour.

Et enfin, pour commémorer dignement le Pacte fédéral de 1815, il nous semblerait amusant de reconstituer l'occupation militaire du canton de Nidwald par les troupes fédérales. Peut-être que cela permettrait dans le même temps de rétablir l'enseignement du français dans les classes?

Mais enfin, à gauche, souvenons-nous plutôt du centenaire de la conférence de Zimmerwald en cette année 2015!

Réd.



Gravure sur bois de Frans Masereel (Photo: DR)

Un second *hold-up*?

La dernière réforme de l'imposition des entreprises avait été acceptée en 2008, à une très courte majorité et suite à l'un des plus gros mensonges politiques de ces dernières décennies en Suisse. Le coût réel de cette réforme a en réalité été plus de vingt fois supérieur à ce qui était annoncé. Dans de telles conditions, pourquoi ne pas braquer une nouvelle fois le même établissement? La troisième réforme se prépare avec un coût au moins aussi important que la précédente, et une droite toujours aussi prompte à tromper les citoyen-ne-s. Nous laisserons-nous berner une seconde fois?

Lire en page 6

■ Burkina Faso

Le mouvement qui a balayé Compaoré relève-t-il d'une révolution populaire ou d'un coup d'État militaire?

Page 3

■ Zurich

Face aux attaques de l'UDC, comment la gauche doit-elle défendre l'État social?

Page 4

■ Livres

L'historien Olivier Longchamp explore les racines des politiques ultra-libérales en Suisse.

Page 7

CAMARADE CHRONIQUEUSE

Les examens préalables en question

Aujourd'hui, plusieurs facultés de l'Université de Lausanne permettent à des personnes non titulaires d'une maturité fédérale d'accéder à des études supérieures en leur faisant passer des examens préalables. Pour les personnes qui ont un parcours différent, cet examen constitue une voie d'accès alternative à l'université, en particulier aux facultés des Lettres et des Sciences sociales et politiques, pour lesquelles aucune exigence de diplôme n'est demandée.

Cet été, la direction de l'Université de Lausanne a proposé d'ouvrir l'entrée sur examen à l'ensemble de ses facultés, mais en même temps d'en durcir les conditions d'accès (avoir vingt ans minimum, être titulaire d'un diplôme en voie gymnasiale générale, d'un CFC ou encore d'avoir réalisé une formation ou une expérience professionnelle durant trois ans). La direction affirme que cette décision a «pour objectif de remédier à une hiérarchisation entre les facultés "faciles d'accès" et les facultés "difficiles d'accès"».

Toutefois, on est en droit de se demander si cette harmonisation présentée sous couvert d'une plus grande ouverture de l'Université ne vient pas plutôt mettre à mal un système qui permettait de donner une chance aux plus fragilisés-e-s scolairement en ne sanctionnant pas leur parcours antérieur. Ainsi, ces nouvelles conditions semblent impliquer un changement de philosophie pour cette passerelle qui offrirait de «remettre les compteurs à zéro» et qui viendra demain sélectionner les potentiel-le-s candidat-e-s en fonction de leur diplôme. La direction justifie également son choix en arguant que ces examens constituent une menace envers la crédibilité de la maturité fédérale. La question ne se pose pas en ces termes, car ces examens constituent surtout une manière de se raccrocher à la voie universitaire après un parcours scolaire atypique. En effet, il faut bien se rappeler qu'il s'agit là d'un examen d'entrée, et l'inscription aux épreuves d'une faculté ne suppose pas leur réussite.

Après une mobilisation des étudiant-e-s et des

enseignant-e-s attaché-e-s aux «préalables», la direction semble désormais reculer, et envisage de laisser chaque faculté déterminer les conditions d'accès à ces examens.

Marie Métrailler,
Faculté des SSP,
Université de Lausanne

SITE INTERNET

Sur notre site

Vous trouverez ce mois-ci sur notre site Internet un compte-rendu du dernier livre de Michael Sandel, *Ce que l'argent ne saurait acheter*, l'article original en allemand de Rebekka Wyler sur l'aide sociale à Zurich (p. 4) et une version développée de l'article de Vanessa Monney sur les réformes fiscales en cours (p. 6).

Vous y trouverez également l'enregistrement de l'entretien mené par *Pages de gauche* avec Olivier Longchamp (p. 7), un entretien avec Mathieu Béguelin à propos de la liberté d'expression, ainsi qu'un texte d'Habib Guiza sur le mouvement syndical en Tunisie.

IMPRESSUM

Abonnement annuel: Fr. 49.-
Abonnement de soutien: Fr. 130.-
Abonnement réduit (AVS, AI, étudiant-e-s, chômeuse-s): Fr. 39.-

CCP 17-795703-3
www.pagesdegauche.ch
Case postale 7126, 1002 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction:
Antoine Chollet (AC), Romain Felli (RF), Mathieu Gasparini (MG), Emilie Martini (EM), Stéphanie Pache (SP), Myriam Scherly (MS), Sébastien Schnyder (SS), Gabriel Sidler (GS), Arnaud Thiéry (AT)

Comité:
Cora Antonioli, Matthieu Béguelin, Valérie Boillat, Raymond Durous, Dan Gallin, Anne Holenweg, Line Rouyet, Alberto Velasco, Pierre Zwahlen

Maquette:
Marc Dubois, Lausanne

Secrétariat de rédaction et mise en page:
Gabriel Sidler

Webmaster:
Mathieu Gasparini

Illustrations:
Christian Vullioud (Cévu)

Relecture:
Cora Antonioli

Impression:
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix



Barack «Che» Obama (?)

BURKINA FASO

Entre révolte populaire et intervention militaire

Est-ce une révolution populaire ou un coup d'État? Après la démission de l'ancien président Blaise Compaoré et les déclarations de l'armée sur sa volonté de contrôler la phase de transition et de suspendre la Constitution, la définition de ces événements au Burkina Faso est un objet de débat, dans la presse internationale, mais aussi et surtout dans le pays.

Sans aucun doute, la souveraine fin de règne de Compaoré, après 27 ans de pouvoir confirmé par des élections successives, a été obtenue en grande partie à cause d'une mobilisation populaire hors norme. Le régime avait déjà fait face à des moments difficiles: en 1998-99, quand les manifestant-e-s ont réagi suite à l'assassinat du journaliste indépendant Norbert Zongo; ou au printemps 2011, quand des manifestations étudiantes et des mutineries parmi les gendarmes ont forcé «Blaise», comme on l'appelait familièrement, à fuir le palais présidentiel et à chercher refuge dans son village natal de Ziniaré pour quelques jours.

UNE MOBILISATION HORS NORME

Mais dans les deux cas, les crises ont été surmontées progressivement. Cette dernière fois, quelque chose a changé: la crise économique, causée par la récession mondiale et par les conflits régionaux, a nourri un mécontentement massif dans le pays, renforcé par une récente décentralisation administrative qui a permis l'émergence de conflits et de contre-pouvoirs locaux.

Deux récentes initiatives controversées du gouvernement de Compaoré ont aussi nourri la révolte populaire. Premièrement, le projet de créer un Sénat, perçu comme une tentative de consolider la position du gouvernement et critiqué comme une dépense inutile. Deuxièmement, la tentative de modifier l'article 37 de la constitution, de façon à autoriser «Blaise» à

participer légalement à l'élection présidentielle de 2015. Les activistes du «Balai citoyen» et d'autres organisations de la société civile avaient organisé la mobilisation contre ces projets depuis plusieurs mois déjà. C'est quand le parlement s'est réuni pour discuter des projets que les événements se sont précipités et la mobilisation a vu grossir ses rangs à des niveaux jusque-là jamais atteints.

L'HÉRITAGE DE SANKARA

Les mots de la contestation reflètent l'ambiguïté des transformations politiques en cours. D'une part, l'opposition parlementaire souhaite défendre la Constitution et s'oppose, au nom de la démocratie, à ce que l'armée contrôle la phase de transition. D'autre part, beaucoup de manifestant-e-s expriment des envies plus «révolutionnaires» et s'inspirent de Thomas Sankara, qui mena la junte militaire d'inspiration révolutionnaire de 1983 jusqu'à son assassinat en 1987. Malgré le fait que les partis officiellement affiliés à l'idéologie sankariste ne recueillent que peu de suffrages et ne touchent qu'une classe intellectuelle urbaine, Sankara reste une référence symbolique importante dans les mobilisations des jeunes. Son héritage, la fierté du Burkina Faso, «le pays des Hommes intègres», et son courage dans sa défense de l'autono-

mie politique du pays sont toujours perçus comme positifs par une large partie de la population.

UN PRINTEMPS ARABE AFRICAIN

La comparaison entre ces événements au Burkina Faso et le printemps arabe, souvent faite par les médias, n'est pas si inutile après tout. L'enthousiasme qu'ont suscité ces mobilisations populaires a fait apparaître une nouvelle version burkinabé de la «Place Tahrir». Certain-e-s soulignent le potentiel effet domino que pourrait générer ces événements sur d'autres pays au sud du Sahara (par exemple Libéria, Sierra Leone, Burundi, RDC) où la question d'un prolongement du mandat présidentiel est en discussion. Mais, de manière plus importante, comme lors du printemps arabe, la relation complexe entre révolte populaire et rôle de l'armée dans la gestion de la crise sera centrale. Cela s'observe déjà avec ce régime formé de deux têtes, le président civil et ancien diplomate Michel Kafando, et l'ancien officier de la garde présidentielle Isaac Zida nommé premier ministre.

*Cristiano Lanzano,
chercheur au Nordic Africa
Institute, Uppsala
(traduction MG)*

Une version plus longue de ce article est consultable en ligne sur <http://matsutas.wordpress.com/>



ZÜRICH

Diviser pour régner: l'UDC attaque l'État social

Un lourd débat sur l'avenir de l'État social s'est engagé dans le canton de Zurich. L'UDC tonne contre les bénéficiaires de l'aide sociale, contre la CSIAS (Conférence suisse des institutions d'action sociale) et contre les dites «entreprises sociales», qui proposent des programmes d'occupation pour les personnes au chômage. Ces attaques s'appuient consciemment sur la politique migratoire de ce parti: c'est l'immigration qui serait responsable de la croissance des dépenses sociales. L'UDC parle ouvertement de «hamac social» et a même créé un hashtag sur les réseaux sociaux: #Sozialirrsinn (#absurditésociale). Tous les jours, des membres de l'UDC utilisent ce slogan pour dénoncer celles et ceux qui osent demander des prestations à l'État.

L'UDC répète incessamment que les prestations d'aide sociale correspondant aux normes de la CSIAS seraient trop élevées. Pour protester, la commune de Dübendorf s'est retirée de la

CSIAS à la fin 2013. Mais même les communes qui ont démissionné de cette instance doivent appliquer la loi cantonale sur l'aide sociale, qui les force à utiliser les normes CSIAS. Entre-temps, la tentative d'une représentante de l'aile dure du PLR de se faire élire à la présidence de la Conférence sociale cantonale de Zurich s'est soldée par un échec.

Aux yeux de la gauche, l'inégale répartition de la charge sociale entre communes est un gros problème. Suivant la structure de la population, certaines communes subissent une lourde charge sociale et doivent en conséquence faire payer des impôts élevés, tandis que d'autres communes peuvent se permettre de baisser leurs impôts. Le PS Zurich exige que ces charges soient réparties de manière plus juste, en introduisant un fonds de péréquation sociale. Une initiative parlementaire du PS allant dans ce sens vient récemment d'être soutenue au Grand Conseil.

l'autonomie des bénéficiaires de l'aide sociale, mais bien à fomenter la rébellion contre l'État social.

Le parti suit fidèlement la ligne de conduite élaborée depuis Herrliberg [domicile de Christoph Blocher, *ndt*] et ailleurs: diviser pour régner. Il s'agit de dresser les faibles contre celles et ceux qui le sont encore plus, afin qu'ils ne se retournent pas contre leurs maîtres. Il est regrettable de voir cette argumentation reprise jusque dans les rangs du centre bourgeois. La droite du Grand Conseil zurichois, avec les voix des Verts libéraux et du PDC, a ainsi voté une interdiction (avec quelques exceptions) pour les bénéficiaires de l'aide sociale de posséder une voiture. Les Verts libéraux ont également cosigné une motion demandant que les normes de la CSIAS perdent leur caractère juridiquement contraignant pour les communes zurichoises. En même temps les statistiques montrent que la part de l'aide sociale dans le canton de Zurich est restée constante. Si on l'examine de près, la soi-disant «absurdité sociale» disparaît. C'est pourquoi il est essentiel que le PS s'engage à nouveau dans le combat des idées.

*Rebekka Wyler,
conseillère communale PS en
ville de Zurich
(traduction: RF)*

La version originale en allemand est disponible sur notre site Internet.

REPRENDRE LE COMBAT DES IDÉES

La question des «entreprises sociales» est plus compliquée. Du point de vue même de la gauche, il existe de bonnes raisons de s'opposer à une politique sociale qui se concentre sur l'«employabilité». En même temps, l'existence de réelles réussites de réintégration sur le marché du travail ne fait pas de doute. Le but de l'UDC est en réalité de souiller tout ce qui a trait à l'État social. En s'en prenant à l'«industrie du social», l'UDC ne cherche pas à accroître



Demander à un milliardaire de nous expliquer l'aide sociale? Quelle «#Sozialirrsinn»!

LE POING Pour son cinquantième anniversaire, notre confrère **Domaine Public** s'est offert un livre sur le thème de la fiscalité. Réalisé par Bernard Dafflon, ce numéro dresse un panorama des finances publiques, de la TVA, du financement des assurances sociales et de l'impôt sur le revenu. Sur ce dernier point, M. Dafflon dérape complètement et nous ressort le vieux projet d'une *flat tax*. La progressivité de l'impôt n'est donc plus une valeur de la gauche réformatrice?



LA ROSE Une rose est décernée à **Yves Giroud**, conseiller communal socialiste de la commune d'Epalinges (VD) pour son postulat demandant de débaptiser un chemin de la commune portant le nom de Marcel Regamey, le fondateur de la Ligue vaudoise. Maurassien, antisémite, antidémocrate, Regamey réunit sur sa personne l'absolue antithèse du socialisme. Comme le pays de Vaud n'a heureusement pas suivi ce chemin, il est temps de rebaptiser celui qui porte son nom.



TESSIN

Une poudrière prête à exploser

Parfois il n'y a rien de plus efficace qu'une votation populaire pour expliquer la réalité sociale et politique d'un pays. Tel est le cas du canton du Tessin et de la votation du 9 février contre l'immigration de masse, qui y a été acceptée avec un score proche de 70%. Il était évident que les électrices-eurs de la Lega dei Ticinesi et des partis bourgeois allaient voter pour cette initiative, mais c'était bien plus difficile d'imaginer que 22% des électrices-eurs de gauche se prononceraient également en sa faveur.

Les explications possibles sont multiples. La structure économique du canton reste fragile en comparaison avec le plateau suisse, avec une concentration d'activités économiques à faible valeur ajoutée qui emploient un grand nombre de travailleuses-eurs précaires et peu qualifié·e·s. L'économie tessinoise souffre beaucoup de la concurrence internationale, de l'ouverture des frontières par les accords de Schengen et de la proximité avec l'Italie. Le nombre de travailleuses-eurs frontaliers-ers italien-ne-s qui passent la frontière chaque jour pour travailler au Tessin pour un salaire ridiculement bas est en augmentation constante (62'000 personnes pour 350'000 habitant·e·s sur l'ensemble du canton).

UN PARLEMENT INEFFICACE

Le climat politique reste vraiment tendu. La législature qui prendra fin avec les élections cantonales du 19 avril 2015 a été inefficace du point de vue des travaux parlementaires, notamment du fait des querelles incessantes entre partis. Le Tessin reste le seul canton qui vote encore avec un système proportionnel pur, c'est-à-dire sans quorum. Pour la première fois dans l'histoire, à cause de la grande fragmentation du parlement, deux partis n'étaient plus suffisants pour trouver une majorité au Grand Conseil. Le résultat a été un

blocage total du parlement. De nombreuses bagarres ont eu lieu et le Conseiller d'État socialiste, Manuele Bertoli, a été victime pendant plusieurs mois d'un vrai lynchage médiatique à cause de son discours du 1^{er} août sur les valeurs d'ouverture de la Suisse.

Les débats politiques pour les élections sont d'un piètre niveau et sont marqués par la démagogie la plus violente. La Lega veut défendre à tout prix sa majorité relative au Conseil d'État tout en refusant la responsabilité du département des finances. Le Parti Libéral et le PDC garderont de toute façon des pourcentages très élevés grâce au contrôle de la clientèle dans un grand nombre de communes des vallées.

Et les socialistes? Le parti n'arrive plus à communiquer efficacement avec les citoyen-ne-s les enjeux politiques pour le canton et la stratégie du parti pour les atteindre. Jusqu'à maintenant il n'a pas eu la volonté de moderniser sa façon de faire de la politique, ce qui lui permettrait d'augmenter le nombre de ses électrices-eurs, mais il s'est plutôt contenté de son électorat historique, alors que celui-ci s'érode élection après élection. Les socialistes doivent absolument retrouver la rue et lutter pour toutes les travailleuses-eurs qui souffrent des effets négatifs de la globalisation.

*Carlo Zoppi
Vice-président du parti
socialiste de la Ville de Lugano*

GENÈVE

Quand la grève paie

La grève d'un jour des Transports Publics Genevois (TPG), fin novembre, et la menace de la reprendre début décembre, sans limite de temps, ont été couronnées d'un premier succès après négociation avec le Conseil d'administration et la direction de la régie, et l'acceptation des revendications syndicales prioritaires: pas de licenciements, pas de suppressions de poste. Des négociations provoquées par la grève elle-même – et c'est sans doute ce que celles et ceux qui accablent les syndicats et les employé·e·s des TPG d'injures après les avoir accablé·e·s de menaces (de recours à la police, à l'armée, à des sous-traitants briseurs de grève, etc.) digèrent le moins: la grève, c'est efficace. Quand c'est bien organisé, et que ça intervient à temps. À temps, c'est-à-dire avant que les décisions combattues soient

prises, pas après, quand c'est trop tard, comme à la Boillat ou à Merck Serono...

La grève des TPG était préventive? Oui. Et elle a prévenu. Elle était «politique»? Oui, parce que la tutelle des TPG est gouvernementale. Et donc politique. Et même si rien n'est encore joué (la question reste posée des moyens à allouer à la régie publique pour compenser la baisse des tarifs décidés par le peuple, moyens que les majorités parlementaires et gouvernementales refusent de lui allouer), la grève et la menace de grève sont porteuses d'enseignements – à commencer par celui-ci: un rapport de force, ça se construit avant la confrontation, pas après, quand on a déjà perdu et qu'on ne peut plus négocier que le prix de la défaite et la date des obsèques.

Pascal Holenweg

FISCALITÉ

Une machine de guerre contre le service public

Le Conseil fédéral est en train de mettre en place son troisième projet de réforme de l'imposition des entreprises (RIE III). Les autorités fédérales martèlent qu'elles sont contraintes d'abaisser l'imposition des entreprises suite aux pressions de l'UE pour supprimer les privilèges fiscaux.

Or, la RIE III s'inscrit dans la parfaite continuité d'une politique de libéralisation et de destruction du service public commencée dès 1997. La stratégie du patronat consiste à transférer autant que possible la charge fiscale des possédant-e-s vers les autres couches sociales et à mener une politique des caisses vides, qui consiste à assécher les ressources de l'État en favorisant l'apparition de déficit, ce qui permet de légitimer ensuite des programmes d'austérité. De plus, la suppression des privilèges fiscaux – véritable vol organisé qui provoque des pertes fiscales massives pour d'autres États sans rapporter beaucoup à la Suisse – n'aurait pas les conséquences dramatiques annoncées par le Conseil fédéral.

1,2 MILLIARD DE PERTES

La RIE III prévoit trois mesures principales. La première

autoriserait toutes les sociétés suisses à défalquer de leur bénéfice imposable un montant correspondant au taux d'intérêt fictif (qui serait fixé à 3%) que les capitalistes auraient obtenu sur une partie du capital si, au lieu de le placer dans leur entreprise, ils l'avaient placé sur le marché des capitaux (la perte fiscale estimée est de 600 millions de francs par an). La deuxième est une mesure pour laquelle l'Association suisse des banquiers fait pression depuis longtemps: la suppression du droit de timbre sur le capital (perte fiscale: 200 millions de francs par an). Enfin, troisième mesure, une extension de la RIE II supprimerait la limite actuelle pour bénéficier des allègements fiscaux (perte fiscale: 350 millions de francs par an).

RETOUR DE LA CONCURRENCE FISCALE

Le constat essentiel est donc que ces trois mesures n'ont strictement rien à voir avec la suppression des privilèges fiscaux que demande l'UE. La RIE III est en réalité un véritable tour de passe-passe qui provoquera des pertes fiscales cumulées d'environ 1,2 milliards de francs par an.

Deux autres mesures concernent quant à elles directement l'abolition des privilèges fiscaux: l'introduction de la *licence box* premièrement, qui profiterait surtout aux grandes entreprises de la chimie et de la pharma bâloises; deuxièmement, une compensation d'environ 700 millions de francs en faveur des cantons concernés pour compenser les pertes fiscales dues à l'abaissement massif des taux d'imposition de toutes les entreprises. Les pertes au niveau de l'imposition cantonale vont être bien plus massives qu'annoncée, et se compteront en milliards. En poussant certains cantons (Vaud, Genève, etc.) à baisser brutalement l'imposition de toutes les entreprises, l'intensi-

fication de la concurrence fiscale va automatiquement provoquer une nouvelle ronde de diminution de l'imposition dans les autres cantons.

Les maigres compensations sociales – que ce soit au niveau fédéral avec l'introduction d'un impôt sur les gains en capitaux et avec l'engagement de 75 contrôleuses-eurs fiscales-aux supplémentaires, ou au niveau cantonal avec, comme cela a été annoncé pour le canton de Vaud, une petite augmentation des allocations familiales et des subsides LAMal ou la création d'une centaine de places dans l'accueil de jour des enfants (alors qu'il en manque des milliers!) – ne correspondent guère à l'ampleur du cadeau fiscal.

En conclusion, la RIE III prévoit un transfert massif de la charge fiscale des riches vers les salarié-e-s. Elle provoquera mécaniquement des déficits publics dans une série de cantons qui baisseront le taux d'imposition de toutes les entreprises (GE, VD, etc.). Ces déficits conduiront à leur tour à la relance de programmes d'austérité, à la privatisation des services publics et, au final, à leur démantèlement rampant. Espérons que le souvenir de l'escroquerie et de la gigantesque désinformation de la campagne pour la RIE II reste présent dans les mémoires et qu'une large coalition s'organise pour lutter contre cette véritable machine de guerre de la droite et du patronat, malheureusement soutenue jusque dans les rangs du PS. Refusons enfin que le canton de Vaud soit l'un des acteurs enthousiastes de cette gigantesque sous-enchère fiscale!

Vanessa Monney,
militante du Syndicat
des services publics

Une version longue de cet article est disponible sur notre site.



LIVRES

La Suisse, vestale du libéralisme

Olivier Longchamp, ancien membre de la rédaction de *Pages de gauche*, vient de publier sa thèse en histoire, consacrée à la politique financière de la Suisse dans l'après-guerre. Nous l'avons rencontré pour parler de son travail.

Quelles sont les principales conclusions de tes recherches?

J'ai essayé de poursuivre une réflexion sur le parcours particulier de la Suisse au XX^e siècle. L'économie suisse connaît en effet une concentration très précoce sur les services, et en particulier sur le secteur financier.

L'immédiat après-guerre est un moment crucial pour les économies européennes puisqu'on y assiste au développement de ce que l'on peut appeler l'État keynésien. Sur ce point, la Suisse est un cas tout à fait particulier, puisque la dimension du fait étatique y demeure congrue en comparaison internationale. Après la période de la guerre, au cours de laquelle l'État s'est renforcé, les milieux dirigeants parviennent à en réduire la taille, et ils le font de manière tout à fait consciente et concertée.

Comment qualifier la position de la Suisse dans l'après-guerre?

Dans le paysage monétaire international, la Suisse est très active, et même passablement téméraire. Elle refuse de s'aligner sur les accords de Bretton Woods par exemple, alors même qu'elle est dans une situation diplomatique plutôt délicate au sortir de la guerre. Il faudrait comparer cette position à celle qu'adoptera la Suisse dans les années 1970, puisque la politique de la BNS et le franc seront en partie responsables de la chute du dollar américain.

Sur ce plan, il y a une continuité forte entre la période de l'immédiat après-guerre et les décennies suivantes, jusqu'à aujourd'hui. La Suisse est par exemple une place financière

qui permet de contourner les embargos décidés par les États-Unis ou leur contrôle du marché des changes. À cet égard, il ne faut jamais oublier que parmi les places financières du monde, la Suisse est une grande puissance.

À quoi sert le modèle helvétique dans ces années?

Le modèle helvétique a constitué un exemple utilisé contre la gauche partout en Europe, car il était censé montrer qu'une économie non keynésienne, «néolibérale» au sens où on l'entendait alors, non seulement pouvait fonctionner, mais fonctionnait mieux que les systèmes sociaux-démocrates – à condition qu'on occulte leur dimension prédatrice. La Suisse joue donc un peu le rôle de vestale du libéralisme.

Comment expliquer que la bourgeoisie suisse puisse se passer d'un État fort?

On ne comprend toujours pas exactement comment les élites économiques suisses ont si bien réussi leur intégration. Certains éléments tiennent à la petite taille du pays bien sûr, au fait que ces élites se connaissent, sont passées par les mêmes universités, se croisent dans les conseils d'administration des grandes entreprises et des principales banques, que les fonctionnaires de la haute administration sont issus du même milieu, etc. Cependant, tous ces critères se retrouvent dans beaucoup d'autres pays, où l'on assiste à l'inverse à des luttes féroces à l'intérieur même de la bourgeoisie.

Les années 1945-46 me semblent être à cet égard un moment critique pour les milieux dirigeants suisses. Les intérêts de l'industrie d'exportation entrent en conflit avec ceux des grandes banques, qui souhaitent maintenir un franc fort, et pourtant, elles parviennent à réaliser une synthèse sans l'intervention

active de l'État, ce qui n'était pas donné d'avance.

Qu'est-ce que les forces de gauche peuvent tirer de ton travail aujourd'hui?

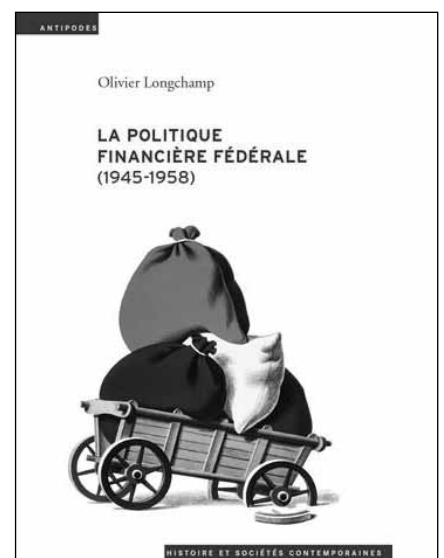
C'est un projet qui a été lancé avant la crise financière, puis économique, de 2007-2008, et il en porte la marque. Au moment de m'y lancer, les idées néolibérales étaient toutes-puissantes, et la gauche à la fois atone et sans mémoire. Ce qui m'intéressait alors, c'était de revenir aux origines de l'ultra-libéralisme en Suisse, et ce sont ces années d'après-guerre qui me semblaient centrales pour comprendre ce problème.

Bien que la crise ait un peu changé la situation et qu'il soit plus difficile désormais de croire aux miracles d'une économie totalement dérégulée, le modèle de l'État minimal est toujours dominant en Suisse. Si l'on veut lutter contre lui, il faut à mon sens aussi comprendre d'où il vient.

*Propos recueillis par
Antoine Chollet*

L'enregistrement de l'entretien est disponible sur notre site Internet.

À lire:
Olivier Longchamp, *La politique financière fédérale (1945-1958)*, Lausanne, Antipodes, 2014.





Après Micheline, Didier chante à la TV!

JAB

CH-1450 Sainte-Croix

Adresse de renvoi: Pages de gauche
Case postale 7126, 1002 Lausanne**SALLE DES PAS PERDUS**

Confession d'un libéral

Le texte qui suit a originellement été commandé à son auteur par la rédaction du mensuel du PS vaudois *Points Forts* pour sa page humour. À sa lecture, la rédaction en question a néanmoins jugé que la chute de cette chronique risquait d'«induire les lecteurs en confusion» sur la position du PSV en matière de fiscalité, et a donc refusé de la publier. Il nous semble quant à nous que c'est plutôt la position du PSV qui est confuse. Mais qui sommes-nous pour en juger?

Je suis bien aise que le Peuple ait rejeté l'initiative de la gauche pour abolir les faits fiscaux! Diantre, c'est pourtant simple à comprendre: nos bons maîtres peuvent poser leurs conditions. Si nous ne nous y plions point, ils filent. Heureusement que nous autres libéraux nous sommes écrasés devant la classe aisée pour lui signifier qu'elle dispose encore de privilèges. Ah ces gauchistes qui voudraient que la loi soit la même pour tout le monde. Ces idéologues de l'égalité devant l'impôt...

Les socialistes se tiraient une balle dans le pied en faisant fuir la richesse. Et il a fallu que nous mouillions notre chemise de soie pour défendre l'État social. Nous l'avons redit: une perte de rentrées fiscales aurait conduit à des hausses d'impôt pour tous et des coupes dans les services publics, dans la protection sociale ou dans la culture. Une Bérézina.

Car c'est nous qui défendons les services publics, vous ne le saviez pas? Si, si, la culture, les crèches, l'école, la santé: tout ça aurait été mis en danger par cette initiative. Ah ces gauchistes... heureusement que nous nous sommes battus contre cette baisse de rentrée fiscale.

Bon, ne nous reposons pas sur nos lauriers. Il est temps de repartir au combat. Il va maintenant falloir expliquer au Peuple pourquoi il est absolument nécessaire de baisser les impôts de toutes les entreprises. Si, si, c'est pour sauver le service public et la classe moyenne. Heureusement que nous sommes là pour défendre l'intérêt général! RF